Arrêté concernant la répartition du crédit-cadre de 28.400.000 francs en garantie des emprunts bancaires souscrits par les institutions sociales, nécessaires à leurs fonds de roulements

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,

vu le décret portant octroi de quatre crédits-cadre d'un montant total de 61.500.000 francs, destinés au cautionnement du fonds de roulement des institutions sociales, des institutions d'éducation spécialisée, des organismes de soutien et des écoles spécialisées, du 1^{er} septembre 2015;

vu la loi sur les finances de l'Etat et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014, et ses règlements d'exécution;

vu la loi sur les mesures en faveur des invalides, du 11 décembre 1972, sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du Département de la justice, de la sécurité et de la culture;

arrête:

Crédits d'objets

Article premier Dans les limites du crédit-cadre de 28.400.000 francs en garantie des emprunts bancaires souscrits par les institutions sociales, nécessaires à leurs fonds de roulement, le Conseil d'Etat accorde le cautionnement simple de l'Etat à concurrence:

a) de **6.300.000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la **Fondation alfaset**. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.

b) de **10.800.000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la **Fondation Les Perce-Neige (secteur adultes)**. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.

c) de **1.500.000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la **Fondation Centre de réadaptation Foyer Handicap**. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.

d) de **1.050.000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la **Fondation Goéland**. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.

e) de **2.400.000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la **Fondation des adultes en difficultés sociales**. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.

f) de **1.550.000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la **Fondation Ressource**. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.

g) de **2.200.000** francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par **Le Devens**, institution de l'Armée du Salut. Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.

Cautionnements **Art. 2** Les cautionnements sont accordés pour une durée limitée à 1 an dès le 1^{er} janvier 2016.

Entrée en vigueur **Art. 3** Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

Publication **Art. 4** Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 18 novembre 2015

Au nom du Conseil d'Etat:

La présidente,
M. MAIRE-HEFTI

La chancelière,
S. DESPLAND